

# ENTRETIEN POUR OUEST FRANCE

Hubert Vedrine

2019 sera notamment marquée par les élections européennes. C'est une année à risque pour l'Europe ? C'est toute la période actuelle qui est à risque pour l'Europe, plongée dans un chaos mondial instable et inquiétant, qui ne ressemble pas du tout au monde que les Occidentaux avaient espéré après la disparition de l'Union soviétique, et pas seulement les élections pour le Parlement européen ! Même inquiets, les Européens sous estiment le risque de marginalisation qui les menace. Il va falloir sauver l'essentiel du projet européen pour préserver la civilisation européenne, ce qui va imposer des choix pénibles et des adaptations. C'est quoi, l'essentiel ? Un mode de vie, une façon d'être, un rapport entre l'individu et la collectivité, un équilibre entre liberté et organisation. C'est évident dès que l'on est en dehors de l'Europe. Pour cela il faut que l'Europe conserve, ou retrouve, son autonomie de décision. Il n'y aura en Europe ni saut fédéral, ni dislocation. Entre les deux, il faudra trouver une voie qui réconcilie les classes populaires et les classes moyennes avec le projet européen. Les élections de mai en sont l'occasion ? Sans doute une des occasions, mais n'en exagérons pas l'importance. Les élections au parlement européen, à la proportionnelle à un tour sans enjeu national : c'est l'occasion idéale pour tous les mécontents, toujours nombreux. L'avenir de l'Europe se joue tout autant lors des diverses élections nationales. Politiquement, où se jouent ces élections ? Au centre au sens large. Il y a de vrais anti-européens, ceux que l'on appelle à tort "eurosceptiques" alors qu'ils sont hostiles ; et à l'autre extrême, quasiment pas de "fédéralistes", mais encore des pro-européens classiques, centre gauche, centre droit. Et entre les deux, beaucoup de gens devenus sceptiques, (Ils n'étaient pas contre le projet, mais ils n'y croient plus beaucoup), ou déçus par des annonces non suivies d'effet (Europe sociale, etc.), et les allergiques à la réglementation "à outrance". L'enjeu est de convaincre cette masse centrale qu'elle aurait intérêt à soutenir un projet européen reformulé. Mais même où les europhobes gouvernent, les opinions publiques ne veulent pas sortir ? En effet, en dehors de l'enchaînement regrettable qui a conduit au Brexit, aucun peuple ne veut "sortir" de l'euro (dont la Grande Bretagne ne faisait pas partie). Les peuples voient bien que c'est une bouée de sauvetage dans l'état où est le monde. Ce qui ne les empêche pas d'être mécontents. Depuis des décennies, les élites intégrationnistes n'ont pas admis que les peuples veuillent garder une certaine identité, (elles trouvaient cela dégoûtant), une certaine souveraineté, (elles trouvaient cela ridicule et dépassé). Sans parler de la question migratoire ! Les élites n'ont pas intégré tout cela, et ont donc perdu le soutien populaire... Aux affaires, que feriez-vous ? C'est trop facile de donner des conseils de l'extérieur ! Mais disons seulement que ce serait bon de repréciser ce dont s'occupe le niveau européen, et ce dont il ne s'occupe pas, ou plus. Revenir à la vieille idée de la subsidiarité dont Jacques Delors se servait pour contenir ses propres services : on ne fait au niveau supérieur (l'Europe) que ce qu'on ne peut pas faire au niveau inférieur (les Etats-membres). Il faudrait pour cela que les Etats membres, recadrent les compétences de la commission et de la Cour en changeant les traités s'il le faut. Dans la gestion efficace des frontières extérieures d'un Schengen renforcé il faudrait sans doute que la Commission joue un rôle plus grand. Sur d'autres thèmes il faut le limiter, ou qu'elle agisse par directives, plus que par règlements. Vous parlez de préserver la civilisation européenne. Qu'entendez-vous par là ? Si vous regardez le monde, nous ne sommes plus sur un Olympe ! La priorité c'est la maîtrise des flux migratoires par la préservation du vrai droit d'asile d'une part, et d'autre part par la cogestion des flux de migrations économiques avec les pays de départ et/ou de transit. Les autres priorités : dans la course des nouvelles technologies, objet du bras de fer Chine/Etats-Unis, accélérer l'écologisation. 2019 sera l'année du clash entre les Etats-Unis et la Chine ? L'année du début du clash. A Washington, Trump est soutenu, dans sa volonté de dépasser la politique de Kissinger, qui avait génialement réussi à diviser Pékin et Moscou dans les années 1970, ainsi que la politique d'ouverture confiante suivie depuis lors par les deux camps politiques qui en espéraient la modernisation voire la "démocratisation" (!) de la Chine. Aujourd'hui, côté démocrate comme côté républicain, il y a clairement la volonté de l'endiguer, ce qui peut marcher, au début. A long terme, plus je ne pense pas qu'on puisse endiguer la montée de la Chine, sauf si elle était stoppée par de gigantesques problèmes internes. C'est un sujet majeur. Nous devons jouer notre partition, en soutenant certaines revendications américaines tout en maintenant un dialogue avec la Chine, notamment au niveau européen et national. L'Amérique se désengage des affaires du monde ? Elle ne se désengage pas partout : du Moyen Orient, oui jusqu'à un certain point ; d'Asie, non.. C'est une erreur de traiter Trump d'isolationniste. C'est plus compliqué. Cela démontre que la majorité des commentateurs américains qui ont dit cela, avaient tellement intégré la pensée des néo-conservateurs selon laquelle la mission de l'Amérique était de civiliser le monde, à coup de sermons, de conditionnalité ou d'ingérence voire de guerres, que le moindre pas en arrière la moindre correction des abus est taxé d'isolationnisme. C'est un contre-sens. Un président qui n'est plus un militant de l'interventionnisme et de l'ingérence à tous crins n'est pas nécessairement un "isolationniste". Obama avait déjà commencé ce retrait... En effet. Il voulait guérir l'Amérique de son interventionnisme réflexe. Trump va plus loin. Tous les présidents américains ont défendu les intérêts vitaux des Etats-Unis, mais en l'assortissant d'un discours général, sur l'extension de la démocratie, même Nixon et Kissinger. L'élément nouveau avec Trump, c'est qu'il pense que les Etats-Unis sont un Gulliver ligoté par les lilliputiens du multilatéralisme, et qu'ils doivent se libérer, en sortant rageusement de tous les accords pour ne faire que ce qu'il veut, lui et son électorat, sans prendre aucune précaution. Ce n'est pas de l'isolationnisme, plutôt de l'unilatéralisme brutal. Il n'est pas le seul ! Mais, cela en fait un partenaire impossible. Le président s'en est rendu compte. Donc derrière l'aspect caractériel de la personnalité du président, il y a une ligne politique ? Oui, et je ne pense pas que ce soit une parenthèse. Même si Trump devait démissionner pour des raisons judiciaires, on ne reviendrait pas à cette Amérique rêvée, que les Européens ont adoré, car elle assurait leur protection, et les faisait rêver avec Hollywood. Quels signaux faibles surveillez-vous pour l'année nouvelle ? En Europe, il faudrait évaluer pays par pays, la part de ceux qui sont réfractaires au discours sur "l'Union sans cesse plus étroite", mais ne sont pas anti-européens pour autant et seraient disponibles pour soutenir un projet européen plus réaliste. La Russie ? Il faut scruter comment évolue l'opinion russe, qui avait très mal vécu la fin de l'URSS, et l'indépendance de l'Ukraine, qui appartenait à la Russie depuis plus longtemps que la Bretagne n'est en France ! Une opinion qui a soutenu à fond Poutine sur la Crimée. Or précisément, ceux qui en Russie pensent qu'il faudrait quand même trouver un arrangement avec l'Occident plutôt que d'être rejeté dans le camp chinois monte deviennent plus nombreux : 63% maintenant. C'est une opportunité à saisir. Quel regard portez-vous sur le mouvement des Gilets jaunes ? Je pense que les démocraties représentatives sont très contestées en tant que telles et, au-delà, tous les pays où les gens sont connectés et veulent des résultats immédiats. Les populations modernes vivent mille fois mieux que leurs grands-parents, mais n'en ont pas conscience. A partir du moment où on n'accepte plus d'être représenté, il y a une exigence de démocratie instantanée, immédiate, de masse, directe, qui est ingérable (ou alors, en consultant les gens toutes les trois minutes sur leur portable), cela peut rendre les sociétés démocratiques presque ingouvernables et conduire à la dictature de tous sur chacun. C'est pourquoi je ne suis pas contre des consultations populaires comme soupape, mais à condition qu'elles soient très encadrées cela ne remette pas en cause les élections nationales. Ce n'est pas leur fonction. Mais il faut une respiration démocratique, peut-être en modifiant le calendrier des élections. C'est un phénomène global, même si en France il y a une rhétorique extrémiste particulière, et une complaisance choquante pour la violence. Pour un réaliste comme vous l'êtes, c'est déroutant ? Non, les passions irrationnelles font partie de la réalité. La France reste un pays trop chimérique, et inutilement prétentieux. Trop tournée vers elle-même. Nous avons à faire un gigantesque effort de lucidité sur nous-mêmes. Et à partir de là, d'une ambition forte. Ce n'est pas notre ADN ? Il faut le corriger ! Ensuite, il faut faire en sorte que l'Europe de demain et d'après-demain ne dépende pas de façon caricaturale des nombreuses puissances ou forces extérieures qui nous intimident, ou nous bloquent. Propos recueillis par L. Marchand pour Ouest France



Source: <https://www.hubertvedrine.net>



07/01/2019